**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:** Guinee

**TYPE DE RAPPORT : SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL : ANNUEL**

**ANNEE DE RAPPORT: NOVEMBRE 2020 – NOVEMBRE** 2021

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre du projet** : Prévention des conflits intercommunautaires en Guinée forestière par une économie mutualisée et l’amélioration de la gouvernance foncière  **Numéro Projet / MPTF Gateway:** **00124727/PBF-GIN-A13** | |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):**  Fonds fiduciaire pays  Fonds fiduciaire régional  **Nom du fonds fiduciaire:** | **Type et nom d’agence récipiendaire :**  Programme Alimentaire Mondial (PAM) (Agence lead)  Organisation des Nations Unies pour l’Agriculture et l’Alimentation (FAO)  Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme (HCDH) |
| **Date du premier transfert de fonds:** 11 Novembre 2020  **Date de fin de projet:** 9 novembre 2022  **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre?** Non | |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**  Initiative de promotion du genre  Initiative de promotion de la jeunesse  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)  Projet transfrontalier ou régional | |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):**  **Agence récipiendaire Budget**  WFP $ 1,020,329.56  FAO $ 614,980.36  HCDH $ 460,100.00  Total : $ 2,095,409.92  Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget **TOTAL** du projet: 35%  \*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\*  **Budgetisation sensible au genre:**  Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: $ 1,291,207.06  Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: 12% | |
| **Marquer de genre du projet: GM2**  **Marquer de risque du projet: Faible**  **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »): 3.2 accès équitable aux services sociaux** | |
| **Préparation du rapport:22/10/2021**  Rapport préparé par: Alexandre SAGNO  Rapport approuvé par: Alseny BARRY  Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: | |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

**Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):**

Formation sur le concept champs écoles paysan, distribution d’intrants et outillages à 12 OPA pour l’aménagement, la clôture et la mise en valeur de 48 ha de bas fond rizicole dans 15 villages précédé des études techniques et d’impact environnementale. 4 magasins construits et 20ha de forets communautaires reboisés dans 4 préfectures avec 896 participants pour 524 femmes dont certains ont été sensibilisés sur l’impact des conflits intercommunautaire.

Des instruments du cadre juridique et institutionnel sont vulgarisés auprès de 78 autorités civilo-militaires et de la société civile dont 4 femmes. Prises de contacts auprès des acteurs sociaux, et des services techniques ont mis en évidence, l’impact de la législation foncière et la nécessité de la revue du cadre juridique et institutionnel relatif aux droits des femmes.

Les activités préparatoires réalisées :

* Mise en place de l’équipe de gestion du projet a tous les niveaux ;
* Tenue de la première réunion du Comité technique de pilotage et lancement officiel du projet a Koulé ;
* Le plan de travail annuel budgétisé finalisé et approuvé, suivi de l’élaboration des plans d’actions par agences ;
* Signature des contrats/protocoles d’accord agences, ONG partenaires et services techniques ;
* L’enquête de référence du projet réalisée par un consultant local ;
* Des missions conjointes d’identification et de validation des sites rizicole effectuées ;
* Des titres de propriété pour les exploitants établis ;
* La liste des organisations paysannes bénéficiaires des d’actifs validé ;
* Le consultant national juriste recruté pour la gouvernance foncière et la revue du cadre juridique et institutionnel ;
* Recrutement en cours d’une ONG pour accompagner 100 femmes en difficultés d’accès au foncier

**Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):**

Pour les 6 prochains mois :

* Informer et sensibiliser les acteurs d’appui au développement local sur le foncier par l’organisation de 4 foras et la mise en place de 57 plateformes multi acteurs locaux de dialogue sur le foncier.;
* Accompagner 100 femmes impliquées dans le foncier par une ong de parajuristes et les sensibiliser sur leurs droits par des supports multimédias ;
* Organiser des tables rondes communautaire conjointes sur les mécanismes juridique et institutionnel du foncier avec les acteurs sociaux et la mises en place ou renforcé les plateformes de dialogue multi acteurs.
* Organiser des missions conjointes d’identification et de validation des sites maraicher ;
* Renforcer les capacités techniques des conseillers agricole et animateurs ;
* Réaliser 9 champs écoles paysans en maraichage ;
* Distribuer des intrants et outillages a 9 OPA maraichers et renforcer leurs capacités ;
* Organiser des séances de démonstration culinaire et de sensibilisation sur les bonnes pratiques alimentaires et nutritionnelles ;
* Mise en relation de 09 OPA maraichères avec 10 COGEST des écoles à cantine ;

Procéder aux transferts monétaires aux participants à la création d’actifs ;

**POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :**

**Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):**

**En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limite de 2000 caractères):**

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1: La cohabitation pacifique entre communautés est améliorée grâce au dialogue et aux relations économiques mutualisées et à une amélioration des mécanismes de gouvernance foncière.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

**Produit 1.1**: Les espaces de dialogues intercommunautaires ont permis de prévenir les conflits et renforcer la cohésion sociale au sein des OPA avec une répercussion sur elles. Des plans d’action communautaire issus des 24 sessions de planification participative par l’approche basée sur les droits prenant en compte les priorités de développement local pourront être intégrés dans les PDL. Les femmes rurales ont été sensibilisées sur la prévention des conflits, l’accès à la terre et aux ressources productives en s’accentuant sur la capitalisation des résultats des PCP.

Les défis et préoccupations basés sur les droits de l’homme relevés lors des Planification Communautaires participative ont permis de relever à Koulé et Kokota les effets positifs de la cohésion sociale et l’urgence d’adopter et d’appliquer la Loi d’orientation agricole pour résoudre les conflits agriculteurs/éleveurs. Des femmes leaders identifiées dans ces groupements serviront de messager pour la promotion de la cohésion sociale.

**Produit 1.2**: 4 facilitateurs, 8 conseillers agricole et 4 animateurs d’ONG ont été outillés sur le concept de champ école paysan pour renforcer les capacités de 12 OPA rizicole sur les bonnes pratiques agricoles. Pour améliorer la productivité agricole de 48 ha de bas fond aménagés mise en valeur, des intrants et outillages agricole ont été distribués aux 12 OPA (3.780 kg de semences de riz CK90 et 13.500 kg d’engrais minéraux). Cet accompagnement présage le rendement d’environ 3 tonnes à l’hectare. La construction de 4 magasins de stockage, d’essences forestière adaptées ont permis de restaurer 20 ha de forêts communautaires. 896 participants des 12 OPA ont contribué à la réalisation de ces activités et percevront un montant en compensation de leur effort de travail.

12 comités de gestion outillés sont capables d’entretenir les actifs crées et de démultiplier leur expérience, susceptible de raffermir les liens intercommunautaires. Pour une meilleure utilisation de la production et la diversification alimentaire, 797 personnes dont 537 femmes ont été sensibilisés sur les bonnes pratiques alimentaire et nutritionnelle. Des études techniques et d’impact environnementale des actifs communautaire ont permis d’avoir un plan de gestion environnemental et d’établir des titres de propriétés au profit des exploitants. 603 personnes dont 333 femmes des champ école paysan ont été sensibilisées sur les impacts des conflits intercommunautaire.

**Produit 1.3**: le consultant national juriste a été recruté et celui à l’international est en cours pour la diffusion du cadre juridique et institutionnel et des outils relatifs à la gouvernance foncière. Certains instruments juridiques ont été vulgarisés auprès de **78** personnes dont 4 femmes constituées d’autotriés civilo-militaires et de la société civile. Des prises de contacts auprès des acteurs sociaux, et des services techniques concernés ont permis de mettre en évidence, l’impact de la législation foncière et la nécessité de la revue du cadre juridique et institutionnel.

**Produit 1.4 :** Des supports médiatiques de sensibilisation sur les droits des femmes, sont en cours de conception. Plus de **690** bénéficiaires dont **497** femmes des **14** localités du projet ont été sensibilisées sur les droits de la femme, son rôle dans la gestion des conflits communautaires par l’entremise **de 141** femmes leaders formées.100 femmes en difficultés sur l’accès au foncier seront accompagnées par une ONG de parajuristes.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Les critères d’identification des bénéficiaires du projet ont pris en compte le leadership féminin, la présence des jeunes valides et la vulnérabilité dans les ménages en se fondant sur la diversité ethnique. Lors de la mise en œuvre des activités de création des actifs communautaire de production les taches sont reparties en fonction de la capacité physique des hommes, des femmes et jeunes (F/H) de sorte que chaque couche puisse participer activement à la réalisation des activités. La composition des groupes socioéconomique qui ont participé aux planifications communautaires participative a permis de prendre en compte les besoins exprimés par les hommes, les femmes et les jeunes pour l’amélioration de leur condition de vie notamment l’accès équitable a la terre, l’appropriation des techniques culturales, l’entraide mutuelle et les ressources issues de la bonne gestion des actifs. Les différentes séances de sensibilisation et de renforcement de capacité des bénéficiaires tiennent compte du genre. Les activités de formation sur les outils d’accès à la terre ont priorisé les femmes en raison leur marginalisation et vulnérabilités.

**Résultat 2: N/A**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

**N/A**

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**Résultat 3****: N/A**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

**N/A**

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**Résultat 4: N/A**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

**N/A**

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)  L’enquête base line a été réalisée pour déterminer les résultats des indicateurs de référence du projet. Le suivi des activités de terrain, a été organisé à trois niveau : respectivement 17 missions de suivi des activités effectuées par les points focaux préfectoraux et plusieurs autres dont celles des Agences SNU et 4 suivi conjoint avec les services techniques des ministères impliqués dans le projet. Ces suivis ont permis de s’assurer et d’apprécier le niveau des activités en général :  des rencontres et assemblées générales d’informations des communautés et autorités locales ; la confirmation de la cartographie des zones du projet avec les bénéficiaires ; la conduite des planifications Communautaires participatives ainsi que l’identification des Organisations paysannes ; le ciblage des participants aux activités et les sites de champs écoles/rizicultures. Le suivi du processus d’exécution des activités par les ONG a été fait et les rapports de mission ont été partagés.  Des réunions de : concertations, planification, suivi des activités et d’évaluations des chronogrammes ont été organisées avec les services techniques, ONG et les agence SNU. | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence?  Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires? |
| **Evaluation:** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): 30 000 USD  Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*: |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. (veuillez déclarer uniquement les NOUVELLES financements depuis le dernier cycle de rapport) | Nom de donnateur: Montant ($): |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) |  |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19. (veuillez déclarer uniquement les NOUVELLES dépenses depuis le dernier cycle de rapport)*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

$

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

Avec la déclaration officielle par les autorités sanitaires le 12 février 2021 de la résurgence de la fièvre hémorragique à virus Ebola dans la communauté rurale de Gouécké, dans la préfecture de Nzérékoré, certaines activités ont été revues pour prendre en compte la sensibilisation à Ebola et COVID19, comme suggéré par le bailleur. Dans une approche intergénérationnelle, les femmes leaders communautaires, appelées localement les « Zowo et guérisseuses», très influentes dans les collectivités et les membres du Club des Jeunes Filles Leaders de Guinée (CJFLG) ont été outillées et engagées dans les activités de sensibilisation des populations à la riposte Ebola et à COVID-19, dans les espaces de dialogue de leur milieu de vie naturelle (autours des activités champêtres, dans l’exercice de leurs activités commerciales ou leur rituels traditionnels). Leurs actions ont contribué à faciliter l’adhésion des communautés aux actions de riposte et de prévention des conflits susceptibles de surgir du fait des réticences des populations aux actions de riposte contre EBOLA et à la COVID-19 en région forestière.

L’apparition de la fièvre lassa à Yomou courant Mai 2021 a entrainé le retard momentané des activités de déploiement des agents d’encadrement d’ONGs, des travaux préliminaires des sites a aménagés dans cette préfecture.

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

**Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de données** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ Milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1**  La cohabitation pacifique entre communautés en Guinée forestière est favorisée grâce au partage de valeurs et relations économiques mutualisées et à une amélioration des mécanismes de la gouvernance foncière  (ODD 16 & 2) | **Indicateur 1a**  Niveau de perception de membres (h/f) des communautés différentes ciblées sur la cohésion sociale entre leurs communautés | **60,53%** | **Très bon** |  |  | L’étude n’a pas collecter la proportion par sexe mais par dimension sociale (capital social, confiance et tolérance). Nous devrions en tenir lors de l’évaluation a mi parcours pour déterminer le progrès actuel et fixer la refenrece.. |
| **Indicateur 1b**  Taux de réduction des affrontements violents entre les communautés sur des questions foncières | **0%** | **50%** |  |  | La période de mise en œuvre est courte pour mesurer cet indicateur. Néanmoins, aucun conflit n’a été signalé. |
| **Indicateur 1c**  Nombre de différends fonciers portés devant les mécanismes pacifiques de résolution des conflits fonciers | **88** | **50** |  |  | Les mécanismes ne sont pas encore mis en place pour collecter cet indicateur |
| **Produit 1.1**  Les espaces de dialogue intercommunautaires sont créés et consolidés | **Indicateur 1.1.1**  Nombre de plateformes multi-acteurs et de planifications communautaires participatives incluant deux ou plus de groupes ethniques différents renforcés/mis en place. | **81** | **48** | **24** | **0%** | Retard de la mise en place des plateformes multi acteurs par FAO est consécutif à la non validation de la revue du cadre juridique et institutionnel et au non recrutement du consultant international (nbre à déterminer par la FAO) . Cependant les données concernant les planifications communautaires participatives sont disponibles |
| **Indicateur 1.1.2**  Perception des communautés sur le rôle des plateformes de dialogue dans la prévention et la résolution des conflits | **Moyennement bon** | **Très bon** |  | **0%** | Retard de la mise en place des plateformes multi acteurs par FAO est consécutif à la non validation de la revue du cadre juridique et institutionnel et au non recrutement du consultant international (nbre à déterminer par la FAO). La revue a mi parcours nous orientera pour déterminer cet indicateur |
|  | **Indicateur 1.1.3**  Nombre de conflits fonciers résolus grâce au renforcement du cadre de concertation local multi-acteurs de dialogue existant | **0** | **50** | **0** | **0%** | Les cadres de concertation multi acteurs ne sont pas encore mis en place pour collecter cet indicateur |
|  | **Indicateur 1.1.4**  Nombre d’actifs productifs (par exemple, la route) utilisés par plus de deux communautés dans les zones d’interventions | **51** | **51** | **32** | **62.74% (32 actifs)** | Cet indicateur concerne la phase de la riziculture. Le maraichage est non entamé. |
| **Produit 1.2**  Les moyens de subsistance des membres de plusieurs communautés qui travaillent et collaborent au sein d’organisations paysannes sontaméliorés et diversifiés de manière durable | **Indicateur 1.2.1**  Pourcentage de petits exploitants agricoles qui déclarent avoir amélioré leurs moyens de subsistances grâce à leur travail au sein des organisations paysannes multi-ethnique | **0%** | **20%** |  |  | L’enquête à mi-parcours n’a pas été réalisée pour collecter cet indicateur |
| **Indicateur 1.2.2**  Nombre de personnes membres des OP formés ayant collaboré durablement durant les champs écoles des producteurs | **1050** | **1050** | **Hommes=270**  **Femmes=333** | **57.42% (603 personnes)** | Ce chiffre concerne uniquement les OPA rizicole |
| **Produit 1.3**  Les acteurs communautaires, administratifs et les femmes connaissent et utilisent le cadre juridique et institutionnel relatif à la gouvernance foncière pour un accès sécurisé aux ressources foncières | **Indicateur 1.3.1**  Pourcentage d’acteurs communautaires et administratifs qui estiment avoir une meilleure connaissance des textes juridiques et réglementaires relatifs à la gouvernance foncière | **50%** | **80%** | **Hommes=74 et femmes =4** |  |  |
| **Indicateur 1.3.2**  Pourcentage de femmes qui considèrent être traitées de façon équitable dans l’accès aux ressources foncières par les membres des différentes communautés suite aux interventions du projet | **0%** | **50%** |  | **0%** | Pas eu L’enquête à ce stade pour collecter cet indicateur |
| **Indicateur 1.3.3**  Nombre d’initiatives prises par les Départements ministériels dans le sens de la réforme du cadre juridique et institutionnel relatifs à la gouvernance foncière | **0** | **1** |  |  |  |
| **Produit 1.4**  Les différents acteurs et membres des communautés de différentes ethnies, en particulier les femmes et les jeunes, connaissent leurs droits d’accès aux ressources foncières naturelles et ont accès aux mécanismes administratifs et judiciaires de résolution pacifique des conflits fonciers | **Indicateur 1.4.1**  Pourcentage des acteurs et membres des communautés ciblées (h/f) qui ont une meilleure connaissance et conscience des mécanismes administratifs et judiciaires de résolution pacifique des conflits fonciers | **0%** | **50%** |  | **0%** | Pas eu L’enquête à ce stade pour collecter cet indicateur |
| **Indicateur 1.4.2**  Nombre de femmes qui s’engagent dans des démarches administratives et judiciaires pour défendre leurs droits d’accès aux ressources foncières | **100%** | **100%** | **0%** | **0%** | Processus de recrutement de l’ONG chargé de l’activité en cours. |
| **Indicateur 1.4.3**  Pourcentage des femmes de la région ayant leur accès à la terre amélioré grâce à l’application des textes juridiques vulgarisés sur la gouvernance foncière | **0** | **50%** | **0** | **0 %** | Consécutif au recrutement de l’ONG en charge de l’activité**.** |